

MARDI 22 JUILLET 2014

- = BRI : « Le prochain effondrement sera encore plus dévastateur » p.2
- = « La FED est dans une situation où même si elle voit une bulle, elle n'a pas la possibilité de reconnaître son existence » p.5
- = La Géorgie (USA) saisit les comptes bancaires dormants p.7
- = Extension de la guerre du gaz au Levant p.9
- = Mme Yellen prétend connaître l'avenir des marchés boursiers p.13
- = De la Fed à la BCE, la complaisance est de mise p.15
- = Un été au calme ? p.18
- = « Pour Pierre Gattaz : la situation économique de la France est catastrophique ! Et si on essayait la semaine de 3 jours... ? » p.21
- = Continuons sur notre lancée... p.26
- = Tout titulaire d'un compte en Espagne paye maintenant une taxe sur ses dépôts p.27
- = L'économiste Charles Gave lance un SOS p.28
- = La croissance mondiale est en berne ! p.31
- = Le modèle énergétique allemand fait flop p.32



VIDÉO du JOUR



<https://www.youtube.com/watch?v=VDHW3THTC7Q>

Le Face à Face Delamarche vs Pascale Auclair sur BFM Business du 21 juillet 2014

Le lundi 21 juillet, Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinum Gestion, et Pascale Auclair, directeur général de la Française AM, ont d'abord analysé l'ambiance des marchés, particulièrement avec les différentes crises géopolitiques, puis se sont penchés sur les deux éléments macroéconomiques de la semaine, à savoir l'inflation américaine et le PIB britannique.

Pascale Auclair reste fidèle à sa volonté de rassurer le plus grand nombre alors qu'à l'opposé Olivier Delamarche, comme à son habitude, pointe les

différents risques qui pèsent sur les marchés.

On n'apprend pas grand-chose de nouveau dans cette vidéo mais cela permet encore une fois de voir la vacuité des raisonnements de ceux qui pensent que... tout va bien, ils sont obligés désormais de reconnaître à demi-mot qu'effectivement, il y a comme quelques craquements funestes dans la coque du navire.

Charles SANNAT

<> <> <>

BRI : « Le prochain effondrement sera encore plus dévastateur »

par [Lionel Ségaut \(son site\)](#) mercredi 16 juillet 2014 Agoravox

La plupart des gens n'ont jamais entendu parler de Jaime Caruana, même s'il est à la tête d'une organisation extrêmement puissante. Il est directeur général à la Banque des Règlements internationaux depuis 2009 et le sera jusqu'en 2017. Cette institution a le pouvoir de vie ou de mort sur n'importe quelle économie sur la planète... Lisez attentivement :

La Banque des règlements internationaux est un nom plutôt ennuyeux, et très peu de gens savent ce qu'est réellement cette organisation.

En réalité...

C'est le cœur de notre système financier mondial centralisé.

Ainsi, lorsque Jaime Caruana parle, les gens devraient écouter :

"Le système financier mondial est actuellement plus fragile à bien des égards qu'il ne l'était juste avant l'effondrement de Lehman Brothers".

Parlant des marchés financiers, Caruana a également déclaré :

"Les marchés peuvent rester irrationnel plus longtemps que vous ne pouvez rester solvable".

BIS chief fears fresh Lehman from worldwide debt surge

Jaime Caruana says investors are ignoring prospect of higher interest rates in the hunt for returns



Jaime Caruana is head of the Swiss-based Bank for International Settlements Photo: EPA

En d'autres termes, **le comportement des marchés financiers est complètement déconnecté de la réalité économique**, et à un moment donné, une correction massive est à prévoir.

Selon un récent article paru dans le Telegraph rédigé par Ambrose Evans-Pritchard, Caruana est extrêmement préoccupé par la hausse des niveaux d'endettement et le niveau actuel d'euphorie sur les marchés financiers :

*"L'économie mondiale est **tout aussi vulnérable qu'en 2007**, avec le danger supplémentaire que **les ratios d'endettement sont***

maintenant beaucoup plus élevés" (...)

"Les marchés semblent ne considérer qu'un spectre très étroit de résultats possibles. Ils ont acquis la conviction que les conditions monétaires resteront facile pour longtemps" (...)

Décryptons ceci :

1- Le prochain effondrement fera encore plus de dégâts par la démultiplication du crédit

2- Les joyeux investisseurs "moutons" sont abrutis par ce que font les banques centrales...

Devons-nous donc faire confiance à la Banque des règlements internationaux ?

Allons plus loin...

Le Pouvoir Suprême de la Banque des Règlements Internationaux...

C'est une organisation très secrète que très peu de gens connaissent, mais qui détient **un pouvoir totalitaire sur les monnaies papier mondiales.**

Aujourd'hui, **58 banques centrales mondiales** appartiennent à la BRI...

La Banque des Règlements Internationaux est une organisation qui a été fondée par l'élite mondiale **et elle fonctionne pour le bénéfice de cette élite...**

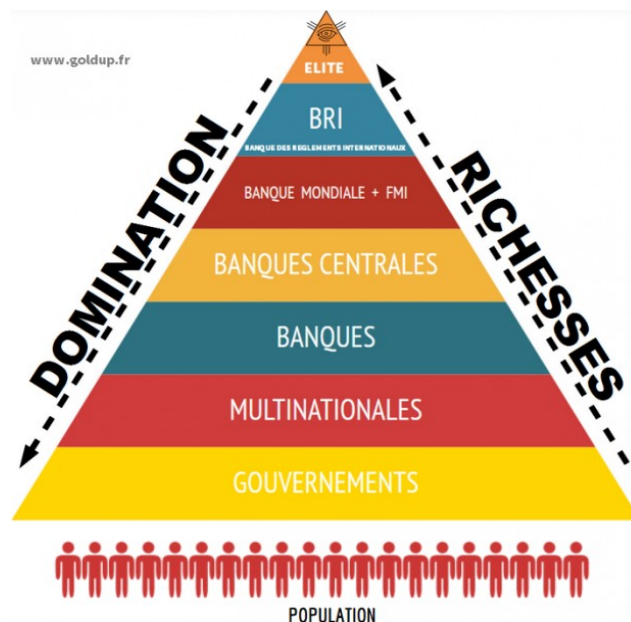
Elle est destinée à être **l'une des pierres angulaires du système économique d'un Nouveau Monde émergent.**

Pour aller plus loin...

- Elle est située à Bâle, en Suisse, et elle a des succursales à Hong Kong et à Mexico.
- **Une banque centrale non élue qui a l'immunité complète** à la fiscalité et aux législations nationales.
- **Elle a été utilisé pour blanchir l'argent des nazis** pendant la Seconde Guerre mondiale...
- **Tous les deux mois**, les banquiers centraux du monde entier se

réunissent à Bâle pour une "réunion sur l'économie mondiale"

Pour mieux comprendre, voici un graphique qui illustre parfaitement son fonctionnement :



Lionel Ségaut diffuse des informations économiques cachées du grand public et il apprend à des milliers de lecteurs à protéger leur argent de la crise et construire leur indépendance économique sur son blog Goldup.fr. Le guide pratique gratuit "[21 Jours pour Déclarer Votre Indépendance Economique](#)" est disponible sur son site.

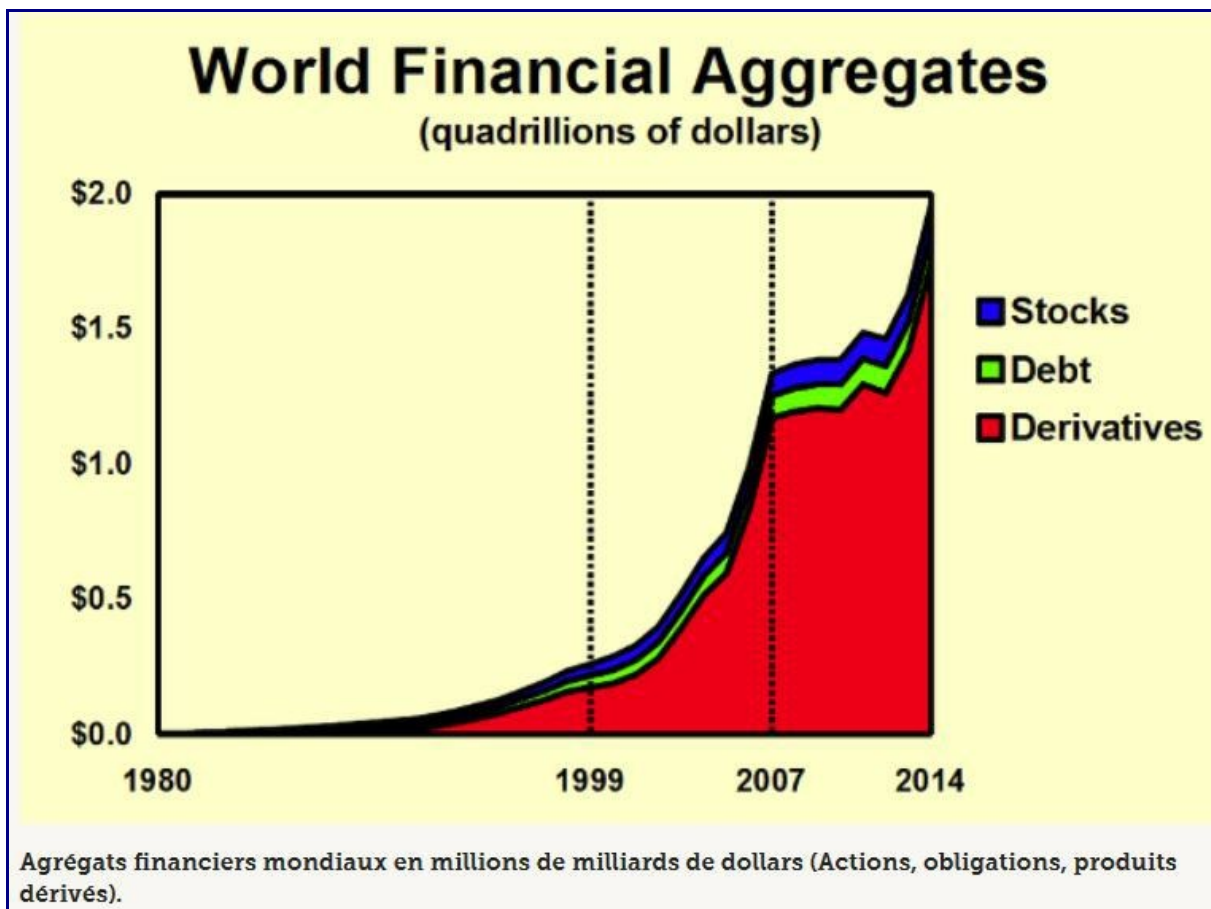
« La FED est dans une situation où même si elle voit une bulle, elle n'a pas la possibilité de reconnaître son existence »

par [Olivier Demeulenaere](#) Posted on [19 juillet 2014](#)

« La FED est dans une situation où même si elle voit une bulle, elle n'a pas la possibilité de reconnaître son existence ». [Peter Schiff](#)



La bulle financière approche la barre des 2 millions de milliards de dollars.



"Après être restée pratiquement stable au cours de la période 2008-2012, la bulle des produits financiers dérivés s'est soudainement remise à gonfler en 2013, atteignant aujourd'hui un taux de croissance de 20 % par an.

Le montant total estimé d'actifs financiers dans le monde se situait à la fin juin autour de 1,950 millions de milliards de dollars, et devrait franchir la

barre des 2 millions de milliards très bientôt. 90% de ces actifs sont des produits financiers dérivés, le résultat de jeux spéculatifs complètement déconnectés de l'économie réelle.

Les dernières statistiques publiées par la Banque des règlements internationaux (BRI) montrent que le total de l'encours nominal des produits dérivés s'était contracté de quelque 2,3 % entre décembre 2011 et décembre 2012. Mais en juin 2013, le taux de croissance, en rythme annuel, affichait soudainement 8,5 %. Il était passé à 12.3% en décembre 2013, avant de grimper jusqu'à 19 % en mars 2014, selon les derniers chiffres disponibles. Précisons toutefois qu'en chiffres absolus, l'encours total communiqué par la BRI est environ la moitié seulement de celui estimé par [Executive Intelligence Review](#).

Quand au montant total estimé d'actifs financiers, il avait progressé de « seulement » 1,370 à 1,465 millions de milliards de dollars entre 2008 et 2012, mais a atteint la somme de 1,963 million de milliards au cours des 18 derniers mois".

La Géorgie (USA) saisit les comptes bancaires dormants

Par Mac Slavo - *ShtfPlan*
Publié le 22 juillet 2014

Vous vous dites certainement que la dévaluation inflationniste de votre épargne ou les intérêts négatifs de vos dépôts sont déjà tels que le gouvernement n'osera jamais aller plus loin dans ses efforts de financer ses activités d'endettement. Il n'oserait certainement jamais toucher aux comptes bancaires de citoyens qui travaillent dur. Seuls les Européens ont l'audace de s'en prendre à l'épargne de leurs déposants.

Les Européens, mais aussi les Géorgiens. Et je ne parle pas là de la nation soutenue par l'Occident qui a fait la guerre à la Russie il y a quelques années.

Je parle bel et bien de l'Etat américain dont le mot d'ordre est la sagesse, la justice et la modération.

Selon Simon Black, de chez [Sovereign Man](#), l'Etat de Géorgie a pris la décision sans précédent de rabaisser la durée limite des comptes bancaires dormants à douze mois. Ce que cela signifie pour les Géorgiens est que s'ils manquent d'utiliser leur compte pendant un an, leurs fonds leurs seront confisqués par l'Etat.

Bien que les 50 Etats aient des lois relatives aux comptes bancaires dormants, selon Black, la Géorgie est l'Etat le plus prêt à tout pour s'en prendre à l'argent de ses citoyens.

La disposition sur la propriété non réclamée fixe la limite de durée de vie des comptes dormants à seulement un an en Géorgie.

En d'autres termes, si vous avez un compte chèque en Géorgie et que vous n'y avez pas touché depuis douze mois, le gouvernement de l'Etat géorgien a le droit de le saisir. Et il ne manquera pas de le faire.

A quoi bon épargner en prévision du futur et se résoudre à ne jamais toucher à son épargne ?

Si vous avez mis de l'argent de côté pour vos enfants ou en prévision de situations d'urgences, votre gouvernement est peut-être déjà prêt à se servir.

De la même manière que les politiques des banques centrales punissent les épargnants par le biais de taux d'intérêts loin de contrebalancer l'inflation, ces politiques découragent les gens à se montrer responsables et à épargner.

Ce n'est qu'un autre exemple de la manière dont le système est dirigé contre les individus, et une raison de plus de s'en défaire. Vous avez de l'or ?

L'Australie a mis en place une législation similaire en 2013, mais la limite de durée de maintien des comptes en banque dormant y a été fixée à 3 ans.

Au cours de ces douze derniers mois, explique Simon Black, le gouvernement a saisi 80.000 comptes, pour un total de 360 millions de dollars australiens. Les implications de cette nouvelle législation sont stupéfiantes. En un an, l'Australie a confisqué plus d'argent qu'au cours de ces cinq dernières décennies combinées.

Les gouvernements locaux et fédéraux sont désespérés par le manque de fonds dans les caisses retraites et le ballonnement des budgets. Ils n'auront bientôt plus d'autre choix que de se montrer plus créatifs en matière de génération de revenus.

J'espère que vous gardez un oeil sur votre IRA. Je suppose que vous ne l'avez pas beaucoup touché au cours de ces douze derniers mois ? Le Congrès discute déjà de la réappropriation des épargnes retraite et de leur mise en commun dans un fonds d'investissement retraite géré par le gouvernement. Un peu comme Obamacare.

Pensez aussi à cette parcelle de terrain que vous possédez à la campagne, et que vous utilisez pour vos sorties camping du weekend. Vous n'y êtes pas allé depuis un moment, vous n'avez rien construit dessus non plus. On pourrait presque penser que vous ne l'utilisez pas.

Tout pousse à croire que le gouvernement, lorsqu'il n'a plus les moyens de financer ses dépenses, a recours à des solutions extraordinaires pour s'assurer que l'argent continue d'affluer dans les coffres de l'Etat.

Alors que l'Empire romain s'effondrant pour cause de non-paiement des retraites d'anciens militaires, le gouvernement a dévalué sa devise en retirant à ses pièces 90% de leur contenu en argent. Roosevelt a confisqué l'or pendant la Grande Dépression et imposé de sévères punitions à ceux qui ne se sont pas pliés à sa demande. L'an dernier, la France, qui avait des difficultés à surmonter son déficit budgétaire, a établi la taxe sur les milliardaires, qui autorise le gouvernement à lever une taxe de 75% sur les sociétés qui paient plus d'un million de dollars de salaires.

La recherche de moyens innovants de séparer les citoyens de leur argent est de coutume parmi les institutions législatives.

Les Géorgiens qui n'ont pas touché leur compte depuis l'an dernier devraient soit récupérer leur argent soit, ce que préféreraient les officiels du gouvernement, le dépenser. S'ils ne le font pas, ils risquent de voir leurs actifs saisis.

Quant aux citoyens des 49 autres Etats et des autres pays du monde, gardez un oeil sur ce que font vos législateurs.

Extension de la guerre du gaz au Levant

Thierry Meyssan / Réseau Voltaire 21 juillet

Après trois ans de guerre contre la Syrie, les « Occidentaux » ont délibérément étendu leur offensive à l'Irak, puis à la Palestine. Derrière les apparentes contradictions politiques entre partis religieux et laïques, de

solides intérêts économiques expliquent cette stratégie. Au Levant, de nombreux groupes ont changé plusieurs fois de camp, mais les gisements de gaz sont immuables.



Toute guerre étant entreprise par une coalition, il est naturel qu'elle ait des objectifs multiples, de manière à satisfaire les intérêts propres de chaque membre de la coalition.

De ce point de vue, les combats qui font actuellement rage en Palestine, en Syrie et en Irak ont en commun d'être menés par un bloc formé par les États-Unis contre des peuples qui leur résistent, de poursuivre le plan de remodelage du « Proche-Orient élargi » (*Greater Middle East*), et de modifier le marché mondial de l'énergie.

À propos de ce dernier point, deux choses peuvent changer : le tracé des pipe-lines et l'exploitation de nouveaux gisements [1].

La guerre de contrôle des pipe-lines en Irak

Depuis le début de la guerre contre la Syrie, l'Otan tente de couper la ligne Téhéran-Damas (NIORDC, INPC) au profit de couloirs de circulation permettant d'acheminer sur la côte syrienne à la fois le gaz qatari (Exxon-Mobil) et celui d'Arabie saoudite (Aramco) [2].

Un pas décisif a été accompli avec l'offensive en Irak de l'Émirat islamique qui a scindé le pays longitudinalement et séparé d'une part l'Iran et de l'autre part la Syrie, le Liban et la Palestine [3].

Cet objectif visible détermine qui vendra son gaz en Europe et, en conséquence du volume d'approvisionnement, à quel prix il pourra le vendre. Il suffit à expliquer que les trois principaux exportateurs de gaz (la Russie, le Qatar, et l'Iran) soient impliqués dans cette guerre.

La guerre de conquête du gaz syrien

L'Otan a ajouté un second objectif : le contrôle des réserves de gaz du Levant, puis leur exploitation. Si tout le monde sait depuis des décennies que le Sud de la Méditerranée contient de vastes champs gaziers dans les eaux territoriales de l'Égypte, d'Israël, de la Palestine, du Liban, de la Syrie, de la Turquie et de Chypre, seuls des « Occidentaux » savaient depuis 2003 comment ces champs étaient répartis et comment ils se prolongeaient sous le continent.

Ainsi que l'a révélé le professeur Imad Fawzi Shueibi [4], à l'époque, une société norvégienne, Ansis, a mené légalement en Syrie un arpentage du pays, en coopération avec la société nationale des pétroles. Ansis a également travaillé avec une autre société norvégienne, Sagex. Toutes deux ont corrompu un responsable des services secrets, ont secrètement procédé à des recherches en trois dimensions et ont découvert l'incroyable étendue des réserves syriennes. Celles-ci sont plus importantes que celles du Qatar.

Par la suite, Ansis a été racheté par Veritas SSGT, une société franco-états-unienne basée à Londres. Les données ont immédiatement été révélées aux gouvernements français, états-unien, britannique et israélien, qui ont bientôt conclu leur alliance pour détruire la Syrie et voler son gaz.

Après que les États-Unis ont confié, en 2010, à la France et au Royaume-Uni le soin de recoloniser la Syrie, ceux-ci ont formé une coalition sous le nom des « Amis de la Syrie ». Elle convoqua un « Groupe de travail sur la reconstruction économique et le développement » qui se réunit en mai 2012 aux Émirats arabes unis, sous présidence allemande [5]. Une soixantaine de pays se partagèrent alors le gâteau qu'ils n'avaient pas encore conquis. Bien sûr, la plupart des participants ignoraient les découvertes d'Ansis et de la Sagex. Le Conseil national syrien était représenté dans ce groupe de travail par Ossama al-Kadi, ancien responsable à British Gas de l'application des stratégies militaires au marché de l'énergie.

Ce n'est qu'à l'été 2013 que le gouvernement syrien fut informé des découvertes d'Ansis et de la Sogex, comprenant ainsi comment Washington avait réussi à composer la coalition qui tentait de détruire le pays. Depuis, le président Bachar el-Assad a signé des contrats avec des entreprises russes pour leur exploitation future.

Le gaz en Israël, en Palestine et au Liban

De son côté, British Gas explorait les réserves palestiniennes, mais Israël s'opposait à leur exploitation craignant que les royalties ne servent à acheter des armes.

En juillet 2007, le nouvel envoyé spécial du Quartet (Onu, Union européenne, Russie, États-Unis), Tony Blair négocia entre Palestiniens et Israéliens un accord permettant d'exploiter les champs Marine-1 et Marine-2 à Gaza. Le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad, accepta que British Gas verse les royalties dues à l'Autorité palestinienne sur un compte bancaire contrôlé par Londres et Washington de manière à garantir que cet argent soit utilisé au développement économique.

À l'époque, l'ancien chef d'état-major des armées israéliennes, le général Moshe Ya'alon, publiait une retentissante tribune sur le site du Jerusalem Center for Public Affairs dans laquelle il observait que cet accord ne réglait pas le problème, car en définitive, le Hamas toucherait une partie de cet argent tant qu'il serait au pouvoir à Gaza. Il concluait que le seul moyen de s'assurer que cette manne ne financerait pas la Résistance, c'est de lancer « une opération militaire globale pour déraciner le Hamas de Gaza » [6].

En octobre 2010, les choses se sont compliquées encore avec la découverte par Noble Energy Inc. d'un méga-gisement de gaz *off shore*, le *Léviathan*, en eaux territoriales israéliennes et libanaises, s'ajoutant à celui découvert par British Gas en 2001, Tamar [7].

Le Liban, à l'instigation du Hezbollah, a immédiatement saisi l'Onu et fait valoir ses droits d'exploitation. Cependant, Israël a commencé à extraire le gaz de ces poches communes sans tenir compte des objections libanaises.

La guerre pour le gaz palestinien

L'actuelle offensive israélienne sur Gaza répond à plusieurs objectifs. En premier lieu, le Mossad a organisé l'annonce de l'enlèvement et de la mort de trois jeunes Israéliens de manière à empêcher la Knesset d'adopter une loi interdisant de libérer des « terroristes » [8]. Puis, le ministre actuel de la Défense, le général Moshe Ya'alon, a utilisé ce prétexte pour lancer une offensive contre le Hamas, en application de son analyse de 2007 [9].

Le nouveau président égyptien, le général Abdel Fattah al-Sissi, a engagé

Tony Blair pour le conseiller, sans qu'il démissionne pour autant de ses fonctions de représentant du Quartet [10]. Poursuivant la défense des intérêts de British Gas, il a alors suggéré une « initiative de paix » parfaitement inacceptable pour les Palestiniens, qu'ils ont d'ailleurs refusé tandis qu'Israël l'acceptait. Cette manœuvre vise clairement à donner l'occasion à Tsahal de poursuivre son offensive pour « déraciner le Hamas de Gaza ». Il n'est pas indifférent que Tony Blair ne soit pas rémunéré pour ce travail par l'Égypte, mais par les Émirats arabes unis.

Comme à l'habitude, l'Iran et la Syrie ont soutenu la Résistance palestinienne (Jihad islamique et Hamas). De la sorte, ils ont aussi montré à Tel-Aviv qu'ils ont la capacité de lui faire aussi mal en Palestine qu'il lui fait en Irak par l'entremise de l'Émirat islamique et des Barzani.

Seule la lecture des événements d'un point de vue énergétique permet de les comprendre. Car il n'est politiquement pas de l'intérêt d'Israël de détruire le Hamas qu'il a contribué à créer pour relativiser le Fatah. Ce n'est pas non plus dans l'intérêt de la Syrie de l'aider à résister alors qu'il s'est allié à l'Otan et a envoyé des jihadistes se battre contre le pays. La période du « printemps arabe », qui devait porter au pouvoir les Frères musulmans (dont le Hamas est la branche palestinienne) dans tous les pays arabes, est révolue. En définitive l'impérialisme anglo-saxon est toujours mu par des ambitions économiques qu'il impose au mépris des logiques politiques locales. Le clivage qui structure durablement le monde arabe n'est pas entre partis religieux et laïques, mais entre Résistants et Collaborateurs à l'impérialisme.

[Mme Yellen prétend connaître l'avenir des marchés boursiers](#)

22 juil 2014 | [Bill Bonner](#) | <http://la-chronique-agma.com/yellen-marches-boursiers/>

▪ Il y a des milliers... des millions... des trilliards de points dans l'univers. Aujourd'hui, nous relient deux d'entre eux.

Le premier relève de l'épistémologie. Le second est une observation importante sur l'investissement.

Nous les humains, nous ne pouvons jamais connaître quelque chose avec certitude. C'est comme ça. Nous pensons que les choses sont telles ou telles... jusqu'à ce que ça se révèle n'être pas le cas. Dans la mesure où tout

peut se révéler faux à un moment ou à un autre dans la vie de l'univers, l'intégralité de ce que nous pensons savoir doit être considérée comme une hypothèse. La seule exception à laquelle nous puissions penser est une tautologie.

Vous dites : le rouge est une jolie couleur. La robe est rouge. La robe est donc d'une jolie couleur.

Cela ne tient que si vous acceptez le présupposé initial, qui n'est pas nécessairement vrai. Il pourrait s'avérer que le rouge n'est pas une jolie couleur.

C'est là le problème avec la connaissance humaine. Elle est toute entière sujette à la contradiction, la nuance et autres développements.

Dans la mesure où tout investissement est un pari sur l'avenir, il a souvent tendance à mal tourner C'est particulièrement vrai pour la connaissance de l'avenir. Or dans la mesure où tout investissement est un pari sur l'avenir, il a souvent tendance à mal tourner.

Cependant, si nous ne pouvons pas savoir ce qui est vrai, nous pouvons savoir ce qui ne l'est pas. Positivement. Définitivement. Sans contradiction. C'était l'idée du [*Cygne Noir*](#) de Nassim Taleb. "Tous les cygnes sont blancs" semblait être une affirmation exacte... jusqu'à ce qu'apparaisse un cygne noir. A ce moment-là, on a su sans l'ombre d'un doute que tous les cygnes n'étaient pas blancs.

On ne pourra jamais prouver que "tous les cygnes sont blancs". Parce qu'on ne pourra jamais réunir tous les cygnes dans un seul endroit pour vérifier. Même ainsi, on ne pourrait pas être certain que l'un d'entre eux n'a pas été peint en blanc, temporairement, pour qu'il ne se sente pas seul.

A présent, "tous les cygnes sont soit noirs, soit blancs" semble correct. Mais qui sait ?

▪ **Modestie et illusions**

Un économiste sage, c'est un économiste qui pense qu'un satané cygne rose pourrait apparaître à tout moment. Sa modestie surpasse ses autres traits de personnalité. Il peut vouloir augmenter le PIB ou réduire le chômage... mais il sait aussi qu'il ne pourra jamais vraiment comprendre les milliards de transactions qui constituent une économie. Quant à améliorer ladite économie, oubliez ça.

Un économiste idiot, en revanche, vit avec l'illusion qu'il est maître de son monde et capitaine de son destin. Il pense savoir quel choix politique produira quelle réaction. La gestion d'une économie est simple : c'est une question de savoir quel levier actionner.

Nous vous laisserons décider à quel groupe appartient Janet Yellen. Lors d'une récente réunion du FMI, elle a reconnu qu'il y avait eu une augmentation de la prise de risque. Elle n'en endossait pas la responsabilité (quand bien même c'était une conséquence claire de ses propres décisions politique). Mais elle avait une solution. Ce problème pouvait être réglé, a-t-elle expliqué, en prenant plus de décisions politiques. Pas en défaisant la politique qui avait causé la distorsion... mais en mettant en place plus de programmes... plus de réglementations... plus de planification centrale. L'une de ces nouvelles politiques a été dévoilée avant même que Mme Yellen ne s'exprime. Le 16 juin, le *Financial Times* a révélé que "les autorités US examinent [la possibilité de] frais de sortie sur les fonds obligataires". Ce qui est censé empêcher un risque évident : lorsque la bulle éclatera, les investisseurs voudront sortir — et vite.

Peut-être que Mme Yellen peut faire la même chose pour le marché boursier. Lorsque le krach arrivera, peut-être qu'on pourra forcer les investisseurs à attendre. Il pourrait y avoir une "période de refroidissement" de 15 jours... qui pourrait être étendue par la Fed, dans l'intérêt de la stabilité des marchés.

Les économistes ne savent pas ce qui fonctionnera ; personne ne peut savoir ce que l'avenir nous réserve. Mais nous savons tous ce qui ne fonctionnera pas — la planification financière centrale. Elle ne peut améliorer une économie ; elle ne peut que l'empirer.

Les investisseurs ne peuvent pas réellement choisir de bons investissements — parce qu'ils ne connaissent pas vraiment l'avenir...

De même, les investisseurs ne peuvent pas réellement choisir de bons investissements — parce qu'ils ne connaissent pas vraiment l'avenir... ni même ce qui est vrai dans le présent. Tout ce qu'ils peuvent savoir, c'est ce qui n'est pas vrai ; tout ce qu'ils peuvent faire, c'est éviter les mauvais investissements. Ils ne peuvent savoir que ce qui est faux.

Voilà pourquoi l'investissement est souvent appelé "un jeu de perdant". On ne gagne pas en choisissant des investissements gagnants ; on gagne en ne perdant pas. On ne gagne pas en prétendant savoir ce qui est vrai ; on gagne

en sachant ce qui est faux.
A suivre... peut-être.

De la Fed à la BCE, la complaisance est de mise

22 juil 2014 | Philippe Béchade | <http://la-chronique-agera.com/fed-bce-complaisance/>

▪ Après la séance champagne et confettis du vendredi 18 juillet (séance des "Trois sorcières") sur fond de drame aérien en Ukraine et de déluge de feu sur la bande de Gaza, le week-end n'a validé aucune préscience positive des marchés.

Rien n'allait mieux dimanche soir sur le front géopolitique, aucun espoir de paix n'a surgi *in extremis* aux premières lueurs de l'aube lundi... Les cadavres ont continué de pleuvoir à l'est et au Proche-Orient ; le patron des patrons français a qualifié de "catastrophique" la situation économique de l'Hexagone.

Comment les marchés ont-ils intégré et digéré le déferlement de mensonge/propagande, les morts par centaines et la perspective d'en compter des centaines d'autres durant les heures suivantes ?

Nos braves dettes souveraines — au zénith absolu sous les 1,50% de rendement — se rient du sombre diagnostic de M. Gattaz junior

Par une ouverture stable des places européennes et un nouveau record historique sur les OAT. Nos braves dettes souveraines — au zénith absolu sous les 1,50% de rendement — se rient du sombre diagnostic de M. Gattaz

junior.

La France serait en plein déclin, sa solvabilité à moyen terme remise en question ?

Le marché s'en fiche : il regorge de liquidités !

A ce stade, si nous introduisons dans le débat une petite pincée de dialectique afin de lui conférer un infime semblant d'âme, le marché devient... comment dire... "complaisant".

▪ **Les marchés convaincus que rien ne peut leur arriver**

Rassurez-vous, je n'ai pas suffisamment d'esprit pour avoir imaginé d'affubler le marché d'un tel qualificatif.

Je laisse cet honneur à beaucoup plus compétent que moi — et plus

précisément à M. Mohamed El-Erian, ancien directeur général du fonds PIMCO (et ex-bras droit de Bill Gross, le plus grand gérant obligataire, par l'encours du portefeuille qu'il administre, de la planète).

M. El-Erian a déclaré lundi dans une interview accordée à CNBC que les tragiques événements en Ukraine et dans la bande de Gaza sont érudés "parce que le marché est convaincu que le risque de contagion est faible... et même s'il y a un effet d'entraînement, ce n'est pas grave : Wall Street considère que les bénéfiques sont solides et que la Fed est là".

Ceux qui raisonnent de la sorte sont sans cesse récompensés depuis cinq ans. Le pli est pris, le parti-pris de la déconnexion avec les événements géopolitiques est acté. Les investisseurs sont conditionnés à ignorer ce qui émeut l'opinion publique, les gouvernements, l'ONU... et même la fédération intergalactique s'il en existait une.

Mais lundi, M. El-Erian affirmait que les risques s'accroissent en raison de la radicalisation des conflits qui font la Une des médias.

S'il se met à penser différemment des marchés, il se met en danger, affirment les *permabulls* : le danger n'est pas de voir les actifs obligataires chuter (cela n'arrive plus jamais) mais de perdre des clients alors qu'il a pris le pari risqué de briser le tandem qu'il formait avec Bill Gross.

Il semble oublier que la complaisance va de pair avec l'attitude accommodante de la Fed. Janet Yellen se veut encore plus "colombe" que Ben Bernanke ne l'était... et s'est juré d'être encore plus soucieuse du bien-être éternel des marchés.

*Du bonheur des brasseurs d'argent
découlera naturellement un nouvel
âge d'or pour le monde réel*

Du bonheur des brasseurs d'argent découlera
naturellement un nouvel âge d'or pour le
monde réel.

Un monde dont Mme Yellen n'a en fait pas la moindre notion ; elle n'a jamais vécu dedans, n'a jamais reçu depuis 35 ans la moindre fiche paye qui ne porte l'en-tête de la Fed. Elle a en effet effectué une longue carrière de 35 ans dans le périmètre immédiat des "maîtres du monde" qui ont laissé faire ou orchestré le gonflement d'un plus grand nombre de bulles d'actifs en 20 ans qu'au cours du siècle qui avait précédé.

Des maîtres du monde qui ont réussi à doubler en cinq ans la masse de dollars et de yens circulant sur la planète pour obtenir la reprise économique

la plus paresseuse — post-récession — depuis 150 ans.

Un grand succès, selon le *satisfecit* qu'ils s'auto-décernent.

▪ Un gaspillage historique

Oui, ils font eux aussi preuve d'une complaisance sans limite lorsqu'il s'agit d'évaluer leur stratégie non-conventionnelle et totalement aventureuse. Ils se félicitent d'être parvenus à remplir une passoire à ras-bord... grâce à l'usage d'une lance d'incendie dont ils ont réglé le débit à 85 milliards de litres à l'année.

En-dessous de cette quantité d'injection, le niveau de la passoire commence à baisser — mais on pourrait encore y faire survivre un poisson rouge (il aurait le tournis, le pauvre, mais il ne mourrait pas d'asphyxie).

Quel gaspillage historique de liquidités, cependant !

Celles qui s'échappent de la passoire vont se perdre dans le sable des marchés dérivés. Les banques centrales se disent toutefois rassurées tant que la surface du sol reste humide : le maigre gazon qui y pousse imite la couleur du dollar et cela suffit à enchanter la communauté financière.

Janet Yellen referme progressivement le robinet et continue d'affirmer que l'herbe restera verte encore très longtemps

Janet Yellen referme progressivement le robinet et continue d'affirmer que l'herbe restera verte encore très longtemps après que le flux de liquidités soit tari. Afin d'en convaincre les marchés, elle s'engage à sortir

la tondeuse du garage le plus tard possible.

Le problème, ce n'est même pas qu'elle s'illusionne sur la date où elle jugera opportun de mettre la tondeuse en marche (et ce jour pourrait survenir plus tôt que prévu)... mais bien le fait que dès que la passoire se sera vidée de sa dernière goutte, la maigre végétation dont était recouverte l'économie réelle recommencera à dépérir.

C'est là que les marchés se mettent à parier sur la complaisance de la BCE. A elle de sortir sa lance à incendie et d'arroser à son tour à tout va.

Le marché adore cette perspective et n' imagine même pas un autre scénario d'ici fin 2014.

Wolfgang Schäuble — l'austère ministre de l'Economie d'Angela Merkel — rappelait juste vendredi dernier que cette stratégie est stupide, d'une

inefficacité prouvée, que cela ne sert qu'à faire gonfler des bulles et que cela n'arrivera pas !

En voilà un à qui il va falloir apprendre la complaisance en mode accéléré... Il ne reste que quatre à cinq mois avant que le dollar et Wall Street se mettent à jaunir et à présenter l'aspect d'un paillason épuisé !

Un été au calme ?

22 juillet 2014 | [Cécile Chevré](#)

Eté 2007 : éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, début des ennuis pour la plupart des banques américaines, qui va déboucher en septembre 2008 par la faillite de Lehman Brothers

Eté 2011 : la crise de la zone euro bat son plein, les marchés décrochent violemment

Eté 2013 : Crise dans les pays émergents qui font face à un retrait massif des investissements étrangers

Eté 2014 : ???

Si vous jetez un regard en arrière, il y a de grandes chances pour que vous ne soyez pas particulièrement tranquille au moment de boucler votre valise pour les vacances

Si vous jetez un regard en arrière, il y a de grandes chances pour que vous ne soyez pas particulièrement tranquille au moment de boucler votre valise pour les vacances.

Effectivement, au cours des dernières années, les mois estivaux ont régulièrement été l'occasion de crises économiques et/ou boursières majeures.

Cette année échappera-t-elle à cette malédiction estivale ? Pourrez-vous bronzer tranquille (à défaut d'utile) ? Et si non, d'où viendra la crise ?

C'est à ce moment de cette chronique je dois une nouvelle fois vous mettre en garde, cher lecteur : je n'ai toujours pas de boule de cristal et en outre j'ai depuis longtemps renoncé à toute exhaustivité en ce qui concerne les dangers qui planent sur nos économies...

Or c'est bien un problème quand on se veut un peu prospectif. Les crises, les krachs, les effondrements, les révolutions sont, par essence, imprévisibles à part pour quelques Cassandra bien isolées qui s'époumonent à prédire le pire et ne parviennent généralement qu'à faire fuir les foules – une position que

nous connaissons bien aux Publications Agora.

Les limites de l'exercice ayant été fixées, rien ne nous empêche de réfléchir aux principales sources de dangers à court et moyen terme aussi bien pour les marchés que pour nos économies. Accrochez vos ceintures, nous partons explorer des zones dangereuses que nous classerons selon leur degré de dangerosité (1 étant le moins dangereux et 5 le plus risqué).

1. Les résultats des entreprises

A court terme, c'est la principale source identifiée de retournement des marchés. Après le catastrophique 1er trimestre américain (avec un recul de la croissance à -2,9%), la plupart des commentateurs doutent de la capacité des entreprises à afficher des résultats en progression au cours du second trimestre.

Reste que, pour le moment, les résultats, sans être famélique, s'avèrent supérieurs au consensus. Ce matin, l'*Agefi* révélait ainsi que, pour l'instant, les 3/4 des publications en Europe avaient dépassé le consensus. Même constat aux Etats-Unis où 64% des entreprises qui ont déjà publiées ont annoncé des résultats au-dessus des attentes.

Reste que, pour le moment, les résultats, sans être famélique, s'avèrent supérieurs au consensus

Des chiffres à prendre avec des pincettes. Battre le consensus ne signifie pas forcément que le résultat progresse sur un an mais simplement que le consensus a été très (trop) pessimiste. Différence de taille...

Deutsche Bank estime ainsi, qu'en moyenne, le chiffre d'affaires des entreprises appartenant à l'Euro Stoxx 600 devrait reculer de 3,7% au second trimestre. Thomson Reuters, moins pessimiste, estime quant à lui que la baisse atteindra les 1,1%. Mêmes meilleurs prévus, les résultats des entreprises vont dans la grande majorité des cas au mieux stagner et au pire reculer.

En outre, comme je vous le disais hier, les jours qui viennent vont voir les publications se multiplier donnant un meilleur aperçu de la situation réelle des entreprises aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. A suivre donc même si la débandade attendue est pour l'instant très contenue.

Degré de danger : 2,5

2. La politique des banques centrales

Ah oui, ne les oublions pas ces fameuses banques centrales qui font la pluie et le beau temps sur les marchés.

La Fed a beau multiplier les déclarations contradictoires, la probabilité d'une remontée des taux directeurs augmente de mois en mois

La Fed a beau multiplier les déclarations contradictoires, la probabilité d'une remontée des taux directeurs augmente de mois en mois. Certains anticipent un mouvement dès le printemps 2015 tandis que d'autres

prédisent que la Fed préférera attendre fin 2015.

Il est pour l'instant impossible de lire avec certitude la politique de la Fed, il y a donc fort à parier que les atermoiements et les hésitations se poursuivent encore quelques mois. Cependant, à court terme, il semble peu probable que Janet Yellen bouleverse la torpeur estivale avec des décisions fracassantes.

Degré de danger : 0;5

3. La crise des émergents

L'année dernière, l'été avait été marqué par une fuite des liquidités hors des pays émergents alors que les investisseurs anticipaient une réduction du *quantitative easing* par la Fed. La crise des liquidités s'est doublée dans de nombreux pays par une crise sociale et économique, le Brésil en étant la meilleure illustration.

Mais c'est surtout la santé de la Chine qui inquiète. Depuis 2 ans, le débat fait rage entre partisans du scénario *hard landing* (krach) contre ceux soutenant celui du *soft landing* (ralentissement économique en douceur). Or les derniers chiffres publiés montrent une légère accélération de la croissance chinoise, à 7,5% au second trimestre, contre 7,4% au précédent trimestre et attendu par le consensus. Pas de quoi éliminer complètement le scénario le plus pessimiste mais suffisant pour rassurer marchés et investisseurs pour quel temps.

Depuis 2 ans, le débat fait rage entre partisans du scénario hard landing (krach) contre ceux soutenant celui du soft landing (ralentissement économique en douceur)

Reste bien sûr la question du *shadow banking* et de la bulle du crédit dans l'empire du Milieu reste prégnante. En 6 ans, le ratio dette/PIB chinois est ainsi passé de 145% à 220% si l'on prend en compte les dettes publiques, des entreprises et des particuliers.

Ou encore celle de la bulle immobilière :

"En Chine, le défaut obligataire d'une société de construction inquiète (sans affoler) et *"une baisse trop importante des prix immobiliers aurait un impact sur la valeur des terrains utilisés comme collatéral des crédits bancaires et parallèles, ce qui augmente le risque de crédit du bilan bancaire"* indique Natixis.

C'est le classique schéma de l'éclatement de la bulle immobilière qui contamine l'industrie bancaire (à l'origine de ladite bulle). Pour la suite, voir l'Espagne, l'Irlande, l'Islande... Mais pour le moment M. Le Marché ne se fait pas de bile", analyse Simone Wapler dans sa *Stratégie*.

Degré de danger : 1,5

Je vous propose que nous arrêtons là cette analyse pour aujourd'hui et ce afin de mieux la reprendre dès demain. Nous en profiterons pour prendre quelques précautions bien utiles avant le grand départ estival.

- See more at: <http://quotidienne-agera.fr/2014/07/22/resultats-trimestriels-entreprises/#sthash.QzGToPEP.dpuf>

« Pour Pierre Gattaz : la situation économique de la France est catastrophique ! Et si on essayait la semaine de 3 jours... ? »

Charles Sannat 22 juillet

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Voici l'information économique « choc » de ce début de semaine, à savoir les déclarations du Patron du Medef au *Figaro* (sur abonnement, vous vous contenterez donc du résumé gratuit du *Parisien* !!) qui dit publiquement et sans ambages que :

« La situation économique de la France est catastrophique »

Le président du Medef se sert de ce postulat de base, parfaitement véridique pour le coup, afin de dresser une liste de demandes soit dit en passant pas forcément légitimes, du type l'abandon de la taxe à 75 %, l'ouverture des commerces le dimanche et tous les jours après 21 heures, sans oublier évidemment le SMIC qui est beaucoup trop haut, alors si on pouvait baisser tous les salaires d'au moins 50 % cela redonnerait enfin un peu de marge de manœuvre à nos entreprises et beaucoup de nouveaux bénéficiaires à nos GA

(les gentils zactionnaires).

Évidemment, grâce à tout ça, promis juré, là les entreprises elles vont embaucher et vous serez encore plus pauvres... mais en bossant. Personne ne dira donc à Monsieur Gattaz que cela revient à rétablir une forme d'esclavagisme moderne. Pourtant c'est bien la réalité.

Simplifions à l'extrême. Il y a deux façons d'être compétitif face à un gentil petit Chinois. Soit vous alignez le Smic sur le niveau chinois, soit vous imposez des droits de douane pour rétablir l'équilibre sur les produits importés... Gattaz a choisi sa logique, celle du mondialisme globalisant.

Travail : vivement la semaine de 3 jours ! Voici ce que vient de déclarer le 2e homme le plus riche de la planète.

C'est un article du *Point* qui nous apprend que le très riche Carlos Slim, dont la fortune est évaluée par Forbes à 79,4 milliards de dollars, pense qu'il est grand temps de réformer le temps de travail pour prendre en compte aussi bien l'allongement de la durée de vie que celle de la vie active.

Pour lui, l'idéal serait donc de travailler 3 jours par semaine mais rassurez-vous, jusqu'à 75 ans et à raison de 11 heures par jour (ce qui n'est pas rien !!).

Ce qui est sûr c'est qu'encore une fois, partout dans le monde, le « travail » est en voie de disparition accélérée sous les coups de boutoir de la mondialisation et de ses délocalisations (pour l'Occident) mais surtout avec les progrès informatiques et robotiques (et non ne me réservez pas l'histoire des Canuts, ça ne marche plus).

Nous sommes dans un sacré pétrin

Voilà ce que vous devez retenir de toutes ces déclarations et de ce qui se passe dans l'actualité.

Économiquement, c'est la catastrophe.

Socialement... c'est la bérézina.

La situation géopolitique est merdique à souhait et les foyers de tensions sont chaque jour plus nombreux.

À l'arrivée, nous assistons à un phénomène parfaitement prévisible et logique

: plus personne ne semble savoir à quel « saint se vouer », tout devient hésitant, inquiétant. Aucune vision positive de l'avenir ne se dégage, aucune ligne directrice. Le pouvoir politique est absent (et non ce n'est pas la faute à la droite ou à la gauche, il s'agit d'une succession d'erreurs et de démissions depuis des décennies). Le monde s'embrase, la France gronde, l'économie s'effondre... et où que vous regardiez, quel que soit le domaine, il n'y a plus aucune solution simple et sans douleur.

Profitez bien de vos vacances et de la trêve estivale.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Les banques centrales chinoise et vénézuélienne signent un accord de coopération

CARACAS, 18 juillet (Xinhua) – Les banques centrales vénézuélienne et chinoise ont signé vendredi un accord de coopération destiné à promouvoir les échanges d'informations sur les méthodologies statistiques, les stratégies de politique monétaire et les mécanismes de financement.

Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine, a indiqué que l'accord est une percée permettant aux deux parties de renforcer leurs liens économiques.

Il est important pour les deux banques centrales de partager leurs expériences, notamment en matière de politiques monétaires et de stabilité financière, a ajouté M. Zhou.

Son homologue vénézuélien, Nelson Merentes, a qualifié l'accord d'« historique », avant d'expliquer qu'il allait faciliter la collaboration bilatérale.

M. Merentes a insisté sur l'importance que les deux institutions travaillent ensemble au fur et à mesure que les relations entre les deux pays deviennent de plus en plus étroites.

« Nous devons prendre en compte qu'un nombre croissant d'entreprises chinoises investissent au Venezuela dans des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la construction, l'exploitation minière et les télécommunications », a-t-il indiqué.

Analyse & décryptage

À noter, dans le cas du Venezuela, l'état catastrophique de l'économie de ce pays qui est soumis à des sanctions plus que nombreuses des Américains puisqu'il s'agit du pays de l'ancien leader pas franchement capitaliste Hugo Chavez. Le Venezuela c'est aussi et surtout des réserves d'hydrocarbure considérables plus que proches des USA et situées dans une zone de calme géopolitique. Bref, dans de telles conditions et en suscitant de telles convoitises, le Venezuela ne peut que connaître de nombreuses difficultés jusqu'à ce qu'il s'aligne et s'abrite sous le parapluie protecteur sino-russe.

La Chine poursuit avec une constance impressionnante la désaméricanisation de l'économie mondiale et l'internationalisation de sa monnaie le yuan, tout en conservant un contrôle total sur la valeur de leur monnaie puisque le yuan n'est pas librement coté sur le marché des devises.

D'ici la fin de l'année 2014, la Chine aura signé des accords de swap de devise avec à peu près tous les pays importants économiquement de la planète.

Charles SANNAT

La Chine et la Suisse signent un accord bilatéral de swap de devises

BEIJING, 21 juillet (Xinhua) – La Banque populaire de Chine (BPC), banque centrale, a annoncé lundi avoir signé un accord bilatéral de swap de devises d'une valeur de 150 milliards de yuans, soit 21 milliards de francs suisses (24,4 milliards de dollars), avec la Banque nationale de Suisse (BNS).

La durée de l'accord sera de trois ans et peut être prolongée si les deux parties le souhaitent, a indiqué la BPC dans un communiqué en ligne.

L'accord de swap de devises aidera à faciliter le commerce et l'investissement entre la Chine et la Suisse et injectera des liquidités en vue de soutenir le développement du marché du yuan offshore en Suisse, selon la BPC.

Depuis 2009, la Chine a conclu des accords bilatéraux de swap de devises avec plus de 20 pays et régions.

Analyse & décryptage

La Chine poursuit avec une constance impressionnante la désaméricanisation de l'économie mondiale et l'internationalisation de sa monnaie, le yuan, tout en conservant un contrôle total sur la valeur de leur monnaie puisque le yuan n'est pas librement coté sur le marché des devises.

D'ici la fin de l'année 2014, la Chine aura signé des accords de swap de devise avec à peu près tous les pays importants économiquement de la planète.

Charles SANNAT

Continuons sur notre lancée...

Patrick Reymond 21 juillet 2014

De toute façon, on n'a même pas pensé une politique de rechange. Un internaute me demandait ce qu'apportait mon article complétant l'article de "De Defensa", sur le problème de l'eau à Las Vegas.

Moi, je verrais ça à l'inverse. Qu'apporte l'article de "De Defensa", par rapport à ce que j'écris depuis désormais 8 ans ? Rien, sinon, une confirmation. L'élastique est en train de claquer. Même le problème alerte P. Grasset, dont pourtant ce n'était pas le fond de commerce.

Ils ont bousillé le fleuve Colorado, ils sont en train de bousiller les réserves, c'est à dire en gros, le lac Meade, et renvoyer la région au XIX^e siècle. C'est à dire, avant que la colonisation, utilisant l'eau de manière rationnelle, essentiellement pour l'agriculture, ne la fasse verdier, comme il était apparent en 1900.

L'économie est soi-disant l'utilisation rationnelle des ressources. Un internaute me fait passer un article, un hôtel va s'ouvrir à Auxerre, 49 chambres supplémentaires, s'ajoutant à 351, dont le taux de remplissage n'est que de 53 %. En gros, on a déjà 150 chambres en trop, on va passer tranquillement à 200. ça s'appelle la croissance.

De même, partout dans l'hexagone et même au delà, en Belgique, croissent les surfaces de commerces, pendant que décroissent leur nombre, et que baisse, encore plus, leur fréquentation.

Mais là aussi, les suivants seront priés de nettoyer.

Les lotissements ne se vendent pas mieux, et d'ailleurs est il logique qu'il s'en crée encore ? On peut en douter.

De même, tout le monde sait que le dollar, c'est du PQ, mais on continue comme avant. Par habitude.

De même, Las Vegas continue. Et une fois le lac Meade vidé ? Retour à la case départ. LV retombera à une situation pré-XX^e siècle, avec quelques habitants adaptés à leur milieu.

Comme je l'ai souvent dit, le rural est mieux adapté que l'urbain, même si c'est un faux rural.

Le type qui vit dans une commune de 1200 habitants pèse moins sur les ressources naturelles que celui qui vit dans une commune de 2 millions. Celui qui est parisien est totalement dépendant du système, de sa tenu, ou au contraire de son effondrement. De plus, un système plus réduit est moins susceptible de s'effondrer. Le rural n'est pas un surhomme, il est simplement, moins nombreux.

En réalité, un vieux proverbe est à l'oeuvre. On peut bien parer l'âne comme un cheval, ça ne reste pas moins un âne. LV est inutile, autant que vulgaire, comme certaines vieilles qui achètent un sac de prix et s'en servent de cabas...

Inversion aussi des [tendances et des appréciations](#). Hier, l'achat d'une automobile était une consécration, on accédait à un statut social valorisant. Puis tout le monde en a eu. Maintenant, c'est, pour certains, la pire chose qui leur soit arrivée...

Dans un monde en dissolution, les vieilles recettes ne s'appliquent pas ou plus. Les états ont abandonnés leur force de coercition. Ils n'en ont simplement plus ni force, ni surtout volonté.

Même pour désarmer une population, [il faut des effectifs conséquents](#). Déjà qu'en cas de flambée dans les banlieues, on ne les aurait pas... Sauf si on fait appel à des milices apparues spontanément... Comme en Ukraine, d'ailleurs. La plupart des mobilisés n'obéissent simplement pas.

[La consommation d'essence](#) et de gazole a rebondi en France, ainsi que la mortalité routière. Preuve qu'on n'abandonne pas volontiers l'ancien mode de vie, que dans la descente, des paliers sont atteints, et attendent d'autres

paliers. On vole moins les voitures, mais davantage les pièces. Adaptation aussi, d'une certaine économie.

Un relent de crise renverra à la baisse aussi. Les choses évoluent comme elles doivent évoluer. Assez lentement, jusqu'à ce qu'elles tournent au cataclysme.

Tout titulaire d'un compte en Espagne paye maintenant une taxe sur ses dépôts

par Audrey Duperron · 21 juil. 2014

Tout titulaire d'un compte bancaire en Espagne sera taxé à hauteur de 0,03% sur ses dépôts avec effet rétroactif à partir du 1er Janvier de cette année, rapporte 20 Minutos. Le gouvernement espagnol a décidé d'instituer cette contribution pour uniformiser les régimes fiscaux des différentes régions autonomes, et pour trouver des financements pour des mesures de stimulation de la croissance économique et de création d'emplois.

La mesure avait déjà été approuvée en 2013, mais le gouvernement avait fixé un taux de taxation à zéro en indiquant qu'il se réservait la possibilité de l'augmenter par la suite. La taxe n'avait été appliquée que dans certaines provinces (Andalousie, îles Canaries et Estrémadure). Désormais, elle est donc étendue à l'ensemble du pays. Ce sont les banques qui seront chargées de procéder à la collecte pour le compte de l'Etat.

L'année dernière, il y avait 1140 milliards d'euros de dépôts sur les comptes privés des personnes qui résident en Espagne, soit 3,1% de plus qu'un an plus tôt. Une taxe de 0,03% pourrait rapporter plus de 342 millions d'euros, alors que le fisc espagnol avait estimé que la taxe se monterait plutôt à 375 millions d'euros.

« La chypriotisation, la confiscation des assurances vies en Pologne, les taux négatifs, la taxe Lagarde... Quelle couleuvre n'avalerait-on pas pour la croissance et l'emploi ? », tempête Simone Wapler, Directrice éditoriale des Publications-Agora. « Le niveau de dettes publiques est devenu insupportable et il va bien falloir taper dans l'épargne de ceux qui ne vivent pas de redistribution achetée à crédit. Si cela peut vous reconforter, c'est partout pareil », écrit-elle.

L'économiste Charles Gave lance un SOS

Par Jean Nouailhac [Le Point.fr](http://LePoint.fr) et IDLiberté 17 juillet 2014

L'auteur est convaincu que l'économie française va s'effondrer « dans les trimestres qui viennent » si Arnaud Montebourg met son plan à exécution.

(Reprise du [Point](http://LePoint) 15/07/2014)

Charles Gave est cet économiste libéral qui s'est fait connaître il y a une dizaine d'années par un premier livre (Des lions menés par des ânes, éditions Robert Laffont, 2003) qui avait eu un vrai succès d'estime. Dans cet essai, il prévoyait et annonçait la crise économique qui touche la France depuis quelques années et montrait à quel point nos entrepreneurs, « les lions », étaient critiqués, bridés, corsetés, assommés de charges, de réglementations et de taxes par « les ânes » qui nous gouvernent, issus pour la plupart d'une classe politique formée de fonctionnaires, de technocrates et d'apparatchiks notoirement incompetents. Aujourd'hui, Charles Gave va beaucoup plus loin et nous annonce un inéluctable et prochain désastre : « En tant qu'économiste et homme d'affaires depuis quarante ans, je sais maintenant avec certitude que l'économie française va s'effondrer dans les trimestres qui viennent puisque M. Montebourg va faire passer une loi pour la croissance, comme il avait promis de sauver la sidérurgie française. »

Dans une chronique du 7 juillet à l'Institut des libertés qu'il a créé et qu'il préside, il explique pourquoi il est arrivé à cette dramatique conclusion : l'économie, rappelle-t-il, ne peut croître et créer des emplois que « si le système légal permet le déroulement du processus de création destructrice », défini par Joseph Schumpeter au milieu du XXe siècle. « Destruction créatrice » Ce principe est bien connu depuis longtemps et a été mille fois vérifié. C'est ainsi que la nouvelle économie américaine, avec ses champions Microsoft, Oracle, Apple, Google et autres Amazon, s'est d'autant plus développée et d'autant plus vite que les meilleurs cerveaux, les plus dynamiques collaborateurs et les plus grands investisseurs ont abandonné la vieille économie pour miser sur l'avenir. En France, Arnaud Montebourg est tellement fier de pouvoir relever les sauvetages de Fagor-Brandt, Mory Ducros ou Ascométal, qu'il en fait le symbole du « retour en force de l'État dans l'économie ». Gave est très clair à ce sujet : en France, note-t-il, « la

quasi-totalité des lois portant sur des domaines économiques visent à empêcher cette destruction créatrice, ce qui revient immédiatement à empêcher toute création, c'est-à-dire toute croissance ». La plupart des secteurs, ajoute-t-il, « dans lesquels nous pourrions générer de la croissance, comme les transports, les médias, la culture ou la santé, sont sous le contrôle de l'État, c'est-à-dire sous le contrôle de la CGT ».

Et c'est bien là le problème que pose le ministre de l'Économie quand il lance le 10 juillet à Bercy, dans une mise en scène théâtrale avec effets de manche et tam-tam médiatique, « la feuille de route du redressement économique de la France » basée sur les poncifs les plus rétrogrades du siècle dernier : le patriotisme économique (« il nous faut des patrons patriotes »), l'antimondialisation (« être plus forts dans la compétition mondiale face à la mondialisation déloyale »), l'antilibéralisme (« non au modèle anglo-saxon libéral, oui au modèle entrepreneurial solidaire »), et l'interventionnisme étatique « qui permet à l'État de protéger et de défendre la souveraineté de nos entreprises ». « Mon tambour » Et le matamore de Saône-et-Loire, surnommé « mon tambour » dans sa région d'élection, d'annoncer sans mollir que son « décret Alstom » du 14 mai 2014 va servir « dans certains secteurs sensibles comme l'eau, la santé, la défense nationale, l'industrie du jeu, les transports, l'énergie et les télécommunications ».

L'industrie du jeu, un secteur sensible à protéger... Et pourquoi pas l'industrie du carambar ou du scoubidou qui pourraient aussi avoir besoin de protection ? On croit rêver ! Ce Montebourg ressemble à un enfant qui joue avec un train électrique qu'on lui a offert pour Noël ! Le ministre qui vient de coûter un milliard et demi d'euros à la France en vendant des actions de l'État dans GDF pour acheter des actions de Bouygues dans Alstom croit-il vraiment à ce qu'il déclame à longueur de discours ? Prend-il ses délires pour des réalités ? Hélas, il semblerait que oui. Pour clôturer le tout, pendant son one man show à Bercy, tant qu'il y était, il s'est aussi offert une sortie contre l'euro et contre « l'incompétence, le dogmatisme et peut-être l'aveuglement idéologique de dirigeants européens », sans compter un paragraphe bien senti d'antiaméricanisme primaire et même secondaire ! On se serait cru revenir trente-cinq ans en arrière, pendant la campagne électorale des socialistes pour l'élection présidentielle de François Mitterrand en 1981 ! Charles Gave, évidemment, sait bien de quel bois, rouge, est fait Arnaud Montebourg qui se battra jusqu'au sang – celui des autres, bien sûr – contre la loi du marché et

finira, si on le laisse faire, par « réussir aussi bien que Castro ou Chávez », car, ajoute-t-il, « il n'y a pas un seul exemple dans l'histoire d'une économie gérée par un État qui ne se soit conclu autrement que par la faillite et la tyrannie. »

Gave a toujours écrit et parlé cash et, plus que jamais, devant le cyclone économique qu'il nous annonce si on laisse faire Montebourg, cyclone qui aura donc été initié par nos gouvernants eux-mêmes, il tient à rappeler les lois fondamentales de l'économie et particulièrement celle-ci : plus le poids de l'État augmente, plus la croissance économique diminue et plus les chômeurs s'ajoutent aux chômeurs. Il prend note d'un phénomène unique dans le monde développé : « Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, écrit-il, il n'y a pas un seul membre du gouvernement qui ait la moindre expérience du secteur privé. Tous les membres du gouvernement ont toujours été payés par nos impôts et jamais par un client. » Charles Gave termine sa chronique à l'Institut des libertés par un bien triste constat : « Notre pays qui devrait être le plus riche du monde, compte tenu de ses avantages naturels et de la qualité de sa force de travail, est en train de s'appauvrir à vue d'oeil. Les entrepreneurs français sont comme le Tiers État en 1789. Ils portent sur leur dos la noblesse (le système politique) et le clergé (le système syndical) et la France en crève. Elle est sur le chemin de l'Argentine. Rien ne peut empêcher un pays de se suicider. Nous sommes sur la bonne voie. »

La croissance mondiale est en berne !

Qui perd gagne Posted on 19 juillet 2014



- **Pnb...en berne : pavillon hissé à demi-hauteur en signe de deuil ou de détresse.**

Le modèle énergétique allemand fait flop

Par Michel Gay. Publié le 20 juillet 2014 [Contrepoints](#)

Le modèle énergétique allemand tant vanté est en train d'échouer : abandon des subventions au coût abyssal et remise en cause des atouts des renouvelables pour l'environnement.



Le virage énergétique allemand (« *Energiewende* ») a conduit les allemands dans le mur. Le choc de la désillusion est brutal mais l'industrie, c'est-à-dire l'essentiel, a été préservée. La loi allemande, votée en avril 2014, a mis fin discrètement aux avantages ruineux dont bénéficiaient l'éolien et le photovoltaïque (PV) tout en affichant des objectifs irréalistes de développement.

Elle devance les recommandations de la commission européenne applicables depuis le 1er juillet 2014. Les Allemands ont versé 20 milliards d'euros (Mds €) en 2013 et il est prévu de déboursier plus de 23 Mds € en 2014. Le photovoltaïque va absorber, à lui seul, plus de 10 Mds € de subventions alors qu'il ne représente que 5% de la production électrique (et seulement de jour). Sans ces subventions massives, l'avenir de ces énergies intermittentes est désormais compromis.

Les industriels respirent, et un « ouf » de soulagement parcourt la population sommée de payer toujours plus. Le prix de l'électricité est le double pour les particuliers allemands par rapport aux Français alors que le charbon, le gaz... et le nucléaire assurent toujours l'essentiel (70% en 2013) de la production électrique.

L'« *Energiewende* » tant vantée par certains écologistes en France vire au cauchemar financier et écologique. Des conseillers d'Angela Merkel veulent abroger la loi « EEG1 » aux motifs de l'absence d'impact climatique et de la perte de compétitivité économique. Pire, cette politique énergétique crée de la pauvreté et les émissions de CO2 ont augmenté ces trois dernières années. Comme la diminution de ces émissions est, en principe, une des finalités de « *l'Energiewende* », cela pose un problème de fond.

Le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) voit là « *un paradoxe de la politique de transition énergétique* ». Dans le même journal, Gerald Neubauer, de Greenpeace est plus mordant : « *Le boom du charbon met en cause la crédibilité de l'Allemagne concernant sa politique énergétique et de protection du climat.* »

Malgré tout cela, en France, sentant le vent tourner devant les difficultés et contre-performances qui s'accroissent, les principales ONG environnementales présentent leur « vrai projet de loi » sur la transition énergétique telle qu'elles l'imaginent. Il y a de quoi être inquiet, il s'agit d'un copié-collé de ce qui se fait en Allemagne avec le succès que l'on sait ! Mais le dogme antinucléaire prime sur la raison.

Jean de Kervasdoué écrit dans *Ils ont perdu la raison* : « *La force du raisonnement scientifique et l'importance de l'expérience sont désormais reléguées à l'arrière plan. L'avènement du sophisme caractérise notre époque : ce qui compte n'est pas de dire le vrai mais de convaincre.* »

Paul Watson, co-fondateur de Greenpeace, ne s'embarrasse pas en affirmant : « *Ce qui est la vérité n'a pas d'importance. Seul compte ce que les gens pensent être la vérité.* » (magazine *Forbes*, novembre 1991).

Objectif atteint. La rhétorique de la peur, la désinformation, la volonté gouvernementale de satisfaire ce qui semble être l'opinion du moment, ont ouvert un boulevard aux sophistes² et autres « lanceurs d'alertes » (« *whistle blower* »).

La tendance actuelle est de les sacraliser. Écolo-compatibles et antinucléaires de préférence, ils s'apparentent davantage à des fanatiques de l'application du principe de précaution qu'à des grands visionnaires. Ils préviendraient le bon peuple des dangers « cachés ». Les ondes, les OGM, les nanotechnologies et le nucléaire sont régulièrement dénoncés pour susciter des vagues d'indignation. Et ces arguments biaisés, souvent fallacieux, arrivent à imprégner les meilleurs esprits, jusque dans les sphères ministérielles semble-t-il.

Or, [la véritable urgence française est sociale](#). Sous les injonctions d'associations écologistes de toutes natures, des milliards d'euros (5 milliards d'euros de subventions aux énergies renouvelables prévus en France en 2014³) sont dilapidés chaque année pour soutenir les énergies renouvelables dans l'espoir, pour certains, de sortir du nucléaire. Ça en devient délirant [et pour tout dire catastrophique](#). Tout ceci avec [l'argent du contribuable](#) sans qu'à aucun moment ne soit envisagé la possibilité de rendre des comptes.

En parallèle, la courbe ascendante du chômage continue sa progression. Les emplois « verts » promis sont temporaires et solubles dans l'air du temps, car la plupart sont liés uniquement à la construction d'éoliennes et à la pose de panneaux photovoltaïques. Résultat, les faillites et les licenciements s'enchaînent dès que diminuent, ou cessent, les mises en chantier.

Il n'est plus possible que nos responsables politiques ne tiennent pas compte rapidement des évaluations convergentes confirmant l'impasse d'une transition énergétique vers les énergies renouvelables. Aujourd'hui, [influencée par un affichage politique, la démarche ministérielle semble davantage idéologique que pragmatique](#). Il est sidérant de constater avec quelle lenteur les déboires de nos voisins d'outre-Rhin sont intégrés dans la réflexion nationale. Notre ministre de l'Écologie (Ségolène Royal) persiste et signe dans son « projet de loi de programmation pour une nouvelle politique

de l'énergie » présenté en conseil des ministres le 18 juin 2014.

La cuisine électorale et l'idéologie partisane ne doivent pas l'emporter sur l'intérêt général, surtout dans ce domaine si particulier de la production d'énergie, vital pour l'avenir des Français.